



Permanent Mission of Albania to
the United Nations

"Nous vous couvrons" Briser le cycle de la violence en ligne, du harcèlement aux menaces, à l'encontre des femmes et des filles leaders

Sujet : L'Internet et les espaces numériques mettent à la disposition du grand public des réseaux de communication directe qui peuvent être utiles et autonomiser ceux qui les utilisent. Néanmoins, ces nouvelles technologies exposent également de nombreuses femmes et filles dans le monde à diverses formes de violence, y compris à des actes de harcèlement et des menaces. Cela concerne en particulier les jeunes femmes et filles, qui les utilisent abondamment et dans tous les aspects de leur vie. Or, cette violence en ligne, qui est misogyne, sexualisée et sexiste, porte gravement atteinte aux droits de l'homme et à la démocratie, en particulier lorsqu'elle est perpétrée à l'encontre de "femmes et de filles leaders qui remettent en cause et peuvent changer les structures patriarcales, qui promeuvent la parité et l'égalité des sexes, et qui veillent à ce que les questions de genre aient une place dans le développement des nations"¹. Le cycle de la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles leaders a pour but et/ou pour effet de les museler sur les réseaux sociaux, mais aussi dans d'autres espaces publics en ligne et hors ligne, et, en fin de compte, de les faire sortir de la vie politique ou de la société. La violence en ligne porte directement atteinte au droit des femmes et des filles de participer à la vie publique, en cherchant à les réduire au silence et à rendre leur leadership moins visible. Elle affaiblit le pouvoir des femmes leaders, qui jouent un rôle de modèle et lèvent les obstacles pour les autres femmes. Cette violence peut aussi avoir des effets indirects et compromettre ainsi l'adoption de lois et la mise en œuvre de politiques qui prévoient l'égalité en matière de droits, de santé, de sécurité, d'éducation, ainsi que l'égalité des chances.

Il est urgent de trouver les moyens pour les États, les entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'autres parties prenantes d'éradiquer immédiatement la violence en ligne à l'encontre des femmes et des filles leaders et de créer un environnement propice à la réalisation de l'égalité des sexes dans le cadre de l'utilisation des TIC.

Contexte : Les femmes et les filles leaders – notamment les femmes qui sont actives en politique, celles qui s'engagent en faveur des droits de l'homme, les blogueuses, les journalistes, les militantes, etc. – sont les principales cibles de la violence facilitée par les TIC et en subissent les conséquences d'une manière disproportionnée. Comme l'a souligné la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles leaders "non seulement bafoue le droit des femmes à une vie exempte de violence et leur droit de participer à la vie en ligne, mais elle porte en outre atteinte à l'exercice de la démocratie et à la bonne gouvernance et se solde ainsi par un déficit démocratique."²

Des études de l'UIP sur la violence à l'égard des femmes parlementaires³ ont révélé que les réseaux sociaux sont le premier moyen utilisé pour les menaces à leur encontre : 41,8 pour cent des femmes sondées au niveau mondial et 58,2 pour cent des femmes sondées en Europe ont indiqué avoir été confrontées à des contenus et comportements abusifs, sexuels ou violents les concernant sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, etc.). L'une d'entre elles a décrit le harcèlement dont elle a été victime en ligne : "J'ai reçu un message anonyme qui disait 'On va te tuer. D'abord on va tabasser tes enfants. Toi on va te violer, te tuer. Ton mari et tes enfants, on vous aura tous. Tu peux engager des gardes du corps, mais on sait où tu vis. Nous vous aurons tous'."

Les nouvelles technologies permettent aussi à des contenus malveillants de se propager très rapidement (propagation dite "virale"), d'être reproduits et de rester visibles sur les réseaux sociaux. "La technologie a transformé de nombreuses formes de violence fondée sur le genre en un acte qui peut être perpétré à distance, sans contact physique et au-delà des frontières, grâce à l'utilisation de profils anonymes pour amplifier le préjudice causé aux victimes."⁴ Cette violence empêche ainsi les femmes d'accéder ou de



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.



International Association of Women in Radio and Television USA



Permanent Mission of Albania to
the United Nations

rester dans l'arène publique et politique, et compromettre leur travail de représentantes élues ou représentantes des pouvoirs publics. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni, 18 femmes parlementaires ont récemment décidé de ne pas se présenter à leur réélection. "Je n'en peux plus de ces intrusions dans ma vie privée, et de la méchanceté et de l'intimidation qui sont devenues monnaie courante", a écrit la parlementaire Heidi Allen dans une lettre dans laquelle elle expliquait en détail à ses électeurs pourquoi elle ne se portait pas candidate. "Personne, quel que soit son travail, ne devrait faire l'objet de menaces, recevoir des courriels agressifs, être insulté dans la rue ou injurié sur les réseaux sociaux, ou être obligé d'installer chez soi une alarme en cas de danger."⁵

Objectif : organiser, à l'occasion de la 65^e session de la Commission de la condition de la femme, une réunion parallèle consacrée à l'impact de la violence perpétrée en ligne, du harcèlement aux menaces, à l'encontre des filles et des femmes leaders, en s'inscrivant dans la perspective du Programme d'action de Beijing. Les intervenantes examineront les études disponibles sur le sujet, ainsi que les actions préventives et les bonnes pratiques que différentes parties prenantes – aux niveaux juridique, local, professionnel et universitaire, entre autres – peuvent appliquer pour venir à bout de la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles leaders.

En raison de la durée limitée de la réunion, les partenaires participants sont invités à soumettre, par écrit, un bref exposé des mesures qu'ils ont prises pour combattre la violence en ligne à l'encontre des filles et des femmes leaders. Ces contributions figureront dans le programme et seront publiées avec les documents d'information sur la réunion.

Date : Mercredi 24 mars 2021

Heure : 10 h 30-12 heures (heure de New York) / 15 h 30-17 heures HNEC

Inscription : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSe9XsFVczrKLMi0zsilf1TppDwttVXSG9Qfgy0eHGphL5LMA/viewform?usp=sf_link

Plateforme : Interprefy (un lien sera transmis aux personnes inscrites)

Langues : Anglais, français, espagnol et arabe

Modératrice : Mme Claire Doole, présentatrice et ancienne journaliste de la BBC

Intervenantes :

- Mme Tone Wilhelmsen Trøen – Présidente du Parlement norvégien
- Mme Lucina Di Meo - experte, avocate et auteure de plusieurs publications sur le leadership des femmes et la désinformation genrée
- Mme Chris Sagona – Journaliste américaine et membre de la Ligue des électrices des États-Unis, Observatrice auprès des Nations Unies
- Ms. Julie Inman Grant - Commissaire australien à la sécurité électronique
- Ms. Besiana Kadare - Ambassadeur, Représentant permanent de l'Albanie auprès de l'ONU
- Dr. Hedy Fry - Membre du Parlement canadien
- Ms. Susan Kihika - Sénatrice kényane et Présidente du Bureau des femmes parlementaires de l'UIP

¹ Remarques de Mme Tesfamariamhol (Érythrée) à l'occasion d'un débat mené par la troisième Commission les 7 et 8 octobre 2019.

² *Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences concernant la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles du point de vue des droits de l'homme*, https://digitallibrary.un.org/record/1641160/files/A_HRC_38_47-FR.pdf?version=1, juillet 2018.

³ UIP, *Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires*, 2016, <https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/bulletins-thematiques/2016-10/sexisme-harcelement-et-violence-lencontre-des-femmes-parlementaires> ; UIP-APCE, *Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements d'Europe*, 2018, <https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/bulletins-thematiques/2018-10/sexisme-harcelement-et-violence-legard-des-femmes-dans-les-parlements-deurope>.

⁴ *Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences concernant la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles du point de vue des droits de l'homme*, voir note 2 ci-dessus.





Permanent Mission of Albania to the United Nations

⁵ New York Times (1^{er} novembre 2019), "Threats and Abuse Prompt Female Lawmakers to leave U.K. Parliament", Megan Specia.



For democracy. For everyone.